

une politique de non-recours à la première frappe pourrait se traduire par un risque de guerre accru en cas de crise politique si les Soviétiques, pour une raison ou pour une autre, croyaient pouvoir employer la force militaire sans provoquer de guerre nucléaire, quoique ce ne soit pas là leur politique actuelle. Ainsi, le principe du non-recours à la première frappe pourrait bien atténuer les risques de guerre nucléaire, sans nécessairement réduire les risques d'une guerre conventionnelle. Comme le reconnaissent les partisans du non-recours à la première frappe, la réussite d'une telle politique repose, en dernière analyse, sur la puissance des forces de dissuasion conventionnelles.

Il y a un équilibre très difficile à réaliser entre les efforts visant à réduire les risques de guerre nucléaire si la dissuasion venait à échouer, et les efforts visant à renforcer la dissuasion afin qu'elle n'échoue jamais. Certes, la menace de représailles nucléaires favorise éventuellement la dissuasion et incite un agresseur en puissance à bien réfléchir avant de passer aux actes, mais les risques de guerre sont tels, si la dissuasion échoue, qu'il pourrait être préférable de penser à d'autres options militaires, une riposte de type classique, par exemple. La nature de cet équilibre procède d'un raisonnement essentiellement politique.

Les Européens ont toujours accordé plus d'importance à la dissuasion nucléaire, tandis que les Américains ont eu tendance à préférer les options nucléaires et conventionnelles souples en cas d'échec de la dissuasion.⁶ C'est la guerre sous toutes ses formes que craignent les Européens, et à l'ère moderne, une guerre classique serait beaucoup plus dévastatrice que tous les conflits ayant ravagé l'Europe jusqu'à présent. On juge que l'arme nucléaire est utile dans la mesure où elle aide à prévenir la guerre en général en faisant planer le spectre d'une escalade susceptible de mener à la destruction massive. Pour de nombreux Américains, il faut éviter ce genre d'escalade à tout prix. Si certaines guerres sont inéluctables, il faut surtout s'efforcer de les contenir et d'y mettre fin avant qu'elles atteignent le territoire américain. En ce sens, le principe du non-recours à la première frappe n'est pas incompatible avec la pensée stratégique américaine. Au contraire, il cadre plutôt bien avec une tradition qui a toujours voulu limiter et circonscrire tout conflit potentiel par le biais d'"options nucléaires limitées" et de doctrines comme celle de "la riposte graduée". Il vaut peut-être la peine d'affaiblir la dissuasion "théorique" en adoptant le non-recours à la première frappe, si c'est pour réduire les risques d'une escalade et d'un conflit nucléaire d'envergure. Mais il faut faire face à la question et ne jamais oublier qu'avec de tels enjeux, les perspectives changent selon qu'on se trouve en Amérique du Nord ou en Europe.

3. Les armes nucléaires ne sont pas efficaces sur le plan militaire.

"La politique actuelle prévoyant le recours éventuel à une première frappe a pour inconvénient fondamental qu'elle ne tient pas compte de la nature véritable des armes nucléaires. Cette politique suppose que les armes nucléaires peuvent servir à des fins militaires dites conventionnelles. Toutefois, l'emploi même limité de ces armes comporte un risque inacceptable d'escalade et d'affrontement nucléaire généralisé." Pour exacte que soit cette proposition, il n'en est pas moins vrai que les armes nucléaires ont acquis un rôle militaire très spécial. En effet, la seule *possibilité* que l'arme nucléaire soit employée sur le champ de bataille complique énormément la tâche d'un agresseur potentiel pour ce qui est de la planification militaire et des opérations. Il serait très risqué de masser des troupes le long du front d'attaque, car elles offriraient une cible de choix. De même, la perspective de devoir fonctionner dans un milieu nucléaire "intégré" compliquerait l'organisation des services de logistique et de soutien en campagne. Les armes nucléaires jouent *bel et bien* un rôle militaire, et cette vérité transparaît dans la planification militaire soviétique.⁸ Si les armes nucléaires étaient si inefficaces que cela, les Soviétiques se soucieraient moins de neutraliser les forces nucléaires de théâtre de l'OTAN dans l'éventualité d'une guerre. Stephen Meyer soutient qu'aux yeux "des planificateurs militaires soviétiques, la principale mission de toutes les forces soviétiques classiques (voire des forces chimiques) . . . durant la phase conventionnelle consisterait à détruire les forces nucléaires de théâtre de l'OTAN . . . par des attaques aériennes normales, des attaques chimiques et des opérations spéciales menées contre les forces britanniques et françaises".⁹ Tant et aussi longtemps que ces armes demeureront en Europe, les Soviétiques devront compter avec la possibilité qu'elles soient dirigées contre eux.

Les partisans du non-recours à la première frappe reconnaissent implicitement que l'enjeu est essentiellement politique. Les dirigeants politiques de l'OTAN autoriseraient-ils une première frappe si une guerre éclatait. De quelle façon évalueraient-ils les risques d'escalade en cas de crise ? Quelle serait la réaction des Soviétiques ? Malheureusement, nul ne connaît vraiment la réponse à ces questions, et c'est justement cette incertitude qui trouble les partisans du non-recours à la première frappe (et d'autres aussi). Même si l'OTAN a élaboré des mécanismes de consultation relatifs à l'emploi des armes nucléaires, personne ne sait s'ils seront efficaces. Il est tout à fait concevable que le président des États-Unis n'aurait pas le temps de consulter ses alliés et